



Rapport financier semestriel 2024



Sommaire

I.	Attestation du responsable	3
II.	Rapport semestriel d'activité	4
III.	Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2024	8
IV.	Rapport des Commissaires aux comptes.....	25

I. Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 28 août 2024

Benoît de Ruffray

Administrateur – Président-directeur général

II. Rapport semestriel d'activité

Activité

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 11,09 milliards d'euros au 1er semestre 2024, en hausse de 6,3 % à structure réelle (+ 3,0 % à périmètre et change constants) par rapport au 1er semestre 2023.

L'activité des Travaux croît de 6,5 % à 9,24 milliards d'euros (+ 2,9 % à périmètre et change constants). Le chiffre d'affaires est stable à 5,61 milliards d'euros en France, et est en hausse de 18,4 % à l'international à 3,63 milliards d'euros (+ 17,7 % en Europe hors France). La part des Travaux réalisés hors de France est désormais proche de 40 %, en constante progression sur 5 ans.

Dans la branche Construction, l'activité est en baisse de 12,4 % (- 12,5 % à périmètre et change constants) à 1,93 milliard d'euros, dont -13,5 % en France et - 8,9 % à l'international. En immobilier, le chiffre d'affaires est en baisse de 28,3 % à 302 millions d'euros. Les tendances constatées depuis 2022 en France persistent : chute du logement neuf partiellement compensée par la rénovation résidentielle et la construction neuve d'équipements publics et industriels. La commercialisation de logements reste faible et s'établit à 810 unités contre 710 au 1er semestre 2023.

Le carnet de commandes s'élève au 30 juin 2024 à 5,5 milliards d'euros. Il est en hausse de 13 % sur un an grâce notamment à la signature d'un grand projet tertiaire pour le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Dans la branche Infrastructures, le chiffre d'affaires est en hausse de 9,2 % (+ 8,7 % à périmètre et change constants) à 3,98 milliards d'euros. En France, l'activité est en augmentation de 3,8 %, avec des disparités par métier (Génie Civil + 13,3 % ; Métal + 0,8 % ; Route - 2,4 %). A l'international, le chiffre d'affaires est à nouveau en progression (+ 16,2 % - dont Génie Civil + 12,2 % et Métal +28,0 %), grâce à une dynamique toujours forte en Europe hors de France (+ 13,1 %) sur les grands programmes d'infrastructures énergétiques et de transport.

Fort des deux contrats majeurs remportés fin 2023 (travaux de génie civil des deux premiers réacteurs de type EPR2 de Penly et conception-réalisation d'un tronçon de la ligne 15 Est du Grand Paris Express), le carnet de commandes est en hausse de 64 % sur un an, à 14,9 milliards d'euros.

Dans la branche Énergie Systèmes, portée par la transition écologique et digitale, l'activité croît de 17,6 % (+ 7,6 % à périmètre et change constants) à 3,33 milliards d'euros, dont + 7,7 % en France (+ 6,1 % à périmètre et change constants) et + 37,4 % à l'international, dont + 41,1 % en Europe hors de France (+ 12,1 % à périmètre et change constants) résultant principalement de l'intégration depuis janvier 2024 des acquisitions de Salvia (Allemagne) et Van Den Pol (Pays-Bas).

Le carnet est en hausse de 36 % sur an à 8,0 milliards d'euros.

Dans les Concessions, le chiffre d'affaires est en hausse de 5,6 % (+ 3,5 % à périmètre et change constants) à 1,86 milliard d'euros. La variation de périmètre est constituée de la consolidation d'Adelac (A41) par intégration globale. Le trafic autoroutier est en baisse par rapport au 1er semestre 2023 de - 0,9 % chez APRR, - 0,3 % sur l'autoroute A65. Il est en hausse de + 9,2 % sur Aliaé (A79) dont la montée en puissance se confirme, + 1,9 % sur Adelac (A41), + 5,2 % sur le viaduc de Millau et + 3,2 % sur l'autoroute de l'Avenir au Sénégal.

Le trafic des aéroports de Lille et Toulouse augmente de 1,5 % par rapport au 1er semestre 2023 pour un chiffre d'affaires en hausse de 7,9 %.

	Variations			
	Chiffre d'affaires 1er semestre 2023	Chiffre d'affaires 1er semestre 2024	Structure réelle	Périmètre et change constants
Millions d'euros				
Construction	2 201	1 929	- 12,4 %	- 12,5 %
Infrastructures	3 641	3 976	+ 9,2 %	+ 8,7 %
Energie Systèmes	2 833	3 333	+ 17,6 %	+ 7,6 %
Sous -Total travaux	8 675	9 238	+ 6,5 %	+ 2,9 %
Concessions (hors IFRIC 12)	1 756	1 855	+ 5,6 %	+ 3,5 %
Total groupe (hors IFRIC 12)	10 431	11 093	+ 6,3 %	+ 3,0 %
Dont :				
France	7 333	7 430	+1,3 %	+ 0,3 %
International	3 098	3 663	+ 18,2 %	+ 9,6 %
dont Europe hors France	2 808	3 305	+ 17,7 %	+ 8,1 %
dont hors Europe	290	358	+ 23,4 %	+ 23,4 %
Chiffre d'affaires construction des Concessions (IFRIC 12)	85	115	n.s.	

Résultats

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'établit à 997 millions d'euros, en baisse de 12 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2023, largement imputable à la nouvelle taxe sur les infrastructures de transport longue distance (60 millions d'euros). La marge opérationnelle courante est ainsi ramenée à 9,0 % (9,7 % au 1er semestre 2023).

Dans la Construction, la marge opérationnelle, stable à 3,4 % en dépit de la dégradation du marché du logement neuf en France, atteste une nouvelle fois de la résilience du modèle intégré constructeur promoteur et de la pertinence de la politique de sélectivité de la branche.

Dans la branche Infrastructures, la marge opérationnelle, traditionnellement négative au premier semestre dans les métiers du Génie Civil et de la Route, progresse à nouveau (- 0,3 % contre - 0,5 % au 1er semestre 2023) toujours portée par la dynamique du Métal et les grands projets européens d'infrastructures de transport.

Dans la branche Énergie Systèmes, la marge opérationnelle augmente sensiblement à 4,6 % (4,3 % au 1er semestre 2023), dans un marché européen bien orienté dont les dernières opérations de croissance permettent de tirer pleinement parti.

Au total des Travaux, la marge opérationnelle est en hausse à 2,2 % (2,1 % au 1er semestre 2023), portant la contribution des Travaux au résultat opérationnel courant du semestre à 207 millions d'euros contre 178 millions d'euros au 1er semestre 2023 (+16,3%).

Dans les Concessions, le résultat opérationnel courant est de 822 millions d'euros, en diminution de 25 millions d'euros. Il intègre la nouvelle taxe sur les infrastructures de transports longue distance pour 60 millions d'euros ainsi que la contribution de la société Adelaç (A41), consolidée pour la première fois par intégration globale (21 millions d'euros). La marge opérationnelle s'établit à 44,3 % (48,2 % au 1er semestre 2023), APRR affichant, pour sa part, une marge d'Ebitda de 72,4 % (76,8 % en juin 2023).

Les autres charges et produits opérationnels représentent une charge nette de seulement 18 millions d'euros contre une charge nette de 28 millions d'euros au 1er semestre 2023.

Le coût de l'endettement financier net est de 164 millions d'euros, en augmentation de 6 millions d'euros, en dépit de la consolidation d'Adelaç qui représente une charge supplémentaire de plus de 10 millions d'euros. La gestion proactive de la dette du Groupe et des placements de trésorerie a permis de contenir la charge nette d'intérêts.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence intègre 35 millions d'euros au titre de Getlink contre 7 millions au 1er semestre 2023. Il est rappelé qu'un produit non récurrent de 29 millions d'euros d'écart d'évaluation des titres Getlink avait été pris en compte au 30 juin 2023, positionné en autres produits et charges financiers.

Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 382 millions d'euros contre 392 millions d'euros au 1er semestre 2023.

Situation financière

Le cash-flow libre est positif sur le 1er semestre (148 millions d'euros), malgré la saisonnalité des Travaux. Cela s'explique par une bonne génération d'Ebitda (en hausse de 117 millions d'euros) et la maîtrise des investissements. La baisse du cash-flow libre par rapport à 2023 est principalement due à une variation saisonnière du besoin en fonds de roulement plus forte (en hausse de 188 millions d'euros).

L'endettement financier net s'établit à 10,6 milliards d'euros, stable sur 12 mois, la génération de cash-flow libre ayant permis de financer les investissements de croissance externe réalisés depuis juin 2023 (Allemagne et Pays-Bas notamment), le renforcement au capital de Getlink et l'augmentation du niveau d'auto-détention.

Eiffage a procédé, au 1er semestre, à une annulation de titres simultanément à l'augmentation de capital réservée aux salariés. La part du capital auto-détenue au 30 juin 2024 est de 2,6 % contre 4,1 % au 31 décembre 2023 et 1,6 % au 30 juin 2023.

Financements

Le Groupe dispose d'une structure financière solide tant au niveau d'Eiffage S.A. (et de ses filiales Travaux), bénéficiant d'une notation court terme de F2, que de ses entités concessionnaires dont la plus importante est APRR, notée A stable par Fitch et A- stable par S&P.

Eiffage S.A. et ses filiales Travaux disposent au 30 juin 2024 d'une liquidité de 3,8 milliards d'euros composée de 1,8 milliard d'euros de disponibilités et d'une ligne de crédit bancaire non tirée de 2 milliards d'euros sans covenant financier. Cette facilité est à échéance 2026 pour la quasi-totalité de ce montant. La liquidité d'Eiffage S.A. est en hausse de 0,2 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2023.

APRR dispose, pour elle-même, d'une liquidité de 3,2 milliards d'euros au 30 juin 2024, composée de 1,2 milliard d'euros de disponibilités et d'une ligne de crédit bancaire non tirée de 2 milliards d'euros. Cette facilité est à échéance 2027 pour la quasi-totalité de ce montant. La liquidité d'APRR est en hausse de 0,1 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2023.

Engagements dans la transition écologique

Carbone climat :

- La SBTi a validé la trajectoire court terme (en septembre 2023) et long terme (en août 2024) d'Eiffage ainsi que l'alignement sur la trajectoire 1,5°C et la trajectoire d'atténuation pour atteindre le net-zéro à l'horizon 2050.
 - Les objectifs court terme de réduction à l'horizon 2030 des émissions de gaz à effet de serre sont de 46 % sur les scopes 1 et 2 et de 30 % sur le scope 3 par rapport à 2019.
 - L'objectif long terme consiste en une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 90 % pour les scopes 1,2 et 3 et l'engagement à atteindre le net-zéro émission sur la chaîne de valeur en 2050.
- Le Groupe a publié au 1er semestre 2024 le 5e rapport climat présentant le suivi de la trajectoire de décarbonation du Groupe.
- Eiffage a lancé une place de marché dédiée aux produits de construction possédant des données environnementales vérifiées. Elle permet aux acheteurs de choisir leurs produits en fonction de leur coût et empreinte carbone et aux vendeurs de mettre en évidence leurs produits dont l'empreinte environnementale est calculée et vérifiée.

Biodiversité :

- Le Groupe poursuit le déploiement de son plan d'action biodiversité par métier 2023-2025 dans la perspective de l'évaluation par l'OFB à la fin de l'année 2024.

Perspectives 2024

Le carnet de commandes des Travaux s'élève à 28,4 milliards d'euros au 30 juin 2024, en hausse de 43 % sur un an (+ 9 % depuis le début de l'année) et représente 18,2 mois d'activité des branches Travaux. L'essentiel de cette croissance porte sur des travaux à réaliser au-delà de 2025. Outre les deux contrats majeurs de génie civil obtenus fin 2023, le Groupe a sécurisé en 2024 des projets d'envergure dans les branches Énergie systèmes (groupes électrogènes de secours de six réacteurs de type EPR2, en groupement) et Construction (ensemble tertiaire du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer). D'autres contrats significatifs, instruits par phases, viendront conforter le carnet de commandes des années à venir, à l'instar de la liaison Rhin-Main remportée tout récemment.

Le Groupe bénéficie ainsi d'une forte visibilité pluriannuelle qui s'est renforcée sur la période, en particulier dans le bâtiment et dans les services à l'énergie. Il confirme ses perspectives pour 2024 :

- Dans les Travaux, une nouvelle augmentation de son activité, moins soutenue dans sa dynamique organique qu'en 2023, dans une démarche toujours sélective de prise d'affaires.
- Dans les Concessions, un chiffre d'affaires également en hausse.

Dans ce contexte, le Groupe prévoit un résultat opérationnel courant en hausse dans les Travaux, porté notamment par une nouvelle progression de la marge opérationnelle d'Eiffage Énergie Systèmes. Dans les Concessions, la nouvelle taxe sur les infrastructures de transport longue distance viendra impacter significativement les résultats.

Au global, le résultat net part du Groupe pourrait être du même ordre qu'en 2023.

Principaux risques – transactions entre parties liées

Les facteurs de risques auxquels le Groupe est soumis sont exposés aux pages 234 à 241 du document d'enregistrement universel 2023 de la société enregistrée sous le n° D.24-0220. Il n'y a pas, à la date du présent rapport financier, de modification ou d'incertitude relative à ces risques, susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité et les résultats du 2^{ème} semestre 2024. L'appréciation de l'exposition du Groupe à des covenants financiers est détaillée dans la note 11 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2024.

Les transactions entre parties liées sont exposées en note 16 des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2024.

III. Comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2024

Bilan consolidé

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2024	31 décembre 2023
Actif non courant			
Immobilisations corporelles		2 144	2 099
Droits d'utilisation des actifs loués		1 183	1 149
Immeubles de placement		72	75
Immobilisations incorporelles du domaine concédé		11 723	11 738
Goodwill		4 062	3 832
Autres immobilisations incorporelles		256	265
Participations dans les sociétés mises en équivalence	8	2 067	2 046
Actifs financiers sur accords de concession de services non courants	11	1 199	1 245
Autres actifs financiers non courants	11	442	425
Impôts différés	9	271	220
Autres actifs non courants		1	2
Total actif non courant		23 420	23 096
Actif courant			
Stocks		1 052	969
Clients et autres débiteurs		7 276	6 546
Impôts courants		39	30
Actifs financiers sur accords de concession de services courants	11	72	70
Autres actifs		2 614	2 170
Autres actifs financiers		-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11-12	3 883	4 944
Actifs détenus en vue de la vente		-	-
Total actif courant		14 936	14 729
Total de l'actif		38 356	37 825

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2024	31 décembre 2023
Capitaux propres			
Capital	10	392	392
Réserves consolidées		5 659	5 029
Cumul des autres éléments du résultat global		57	21
Résultat de l'exercice		382	1 013
Capitaux propres part du Groupe		6 490	6 455
Participations ne donnant pas le contrôle		1 526	1 486
Total des capitaux propres		8 016	7 941
Passif non courant			
Emprunts	11-13	11 723	12 554
Dettes de location	13	831	783
Impôts différés	9	835	786
Provisions non courantes	14	803	799
Autres passifs non courants		419	299
Total passif non courant		14 611	15 221
Passif courant			
Fournisseurs et autres créanciers		5 348	5 051
Emprunts et dettes financières diverses	11-13	1 704	1 524
Partie à moins d'un an des emprunts non courants	11-13	1 081	797
Partie à moins d'un an des dettes de location	13	314	325
Dettes d'impôt sur le résultat		227	292
Provisions courantes	14	869	845
Autres passifs		6 186	5 829
Passifs détenus en vue de la vente		-	-
Total passif courant		15 729	14 663
Total des capitaux propres et passifs		38 356	37 825

Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Produits des activités opérationnelles (1)	5	11 411	10 656
Autres produits de l'activité		10	7
Achats consommés		(1 840)	(1 943)
Charges de personnel		(2 616)	(2 348)
Charges externes		(4 997)	(4 490)
Impôts et taxes		(280)	(223)
Dotations aux amortissements		(705)	(664)
Dotations aux provisions (nettes de reprises)		(43)	(27)
Variation des stocks de produits en-cours et de produits finis		20	4
Autres produits et charges d'exploitation		37	37
Résultat opérationnel courant		997	1 009
Autres produits et charges opérationnels		(18)	(28)
Résultat opérationnel		979	981
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		66	45
Coût de l'endettement financier brut		(230)	(203)
Coût de l'endettement financier net		(164)	(158)
Autres produits et charges financiers		(3)	16
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		40	13
Impôt sur le résultat		(235)	(220)
Résultat net		617	632
- Part du Groupe		382	392
- Participations ne donnant pas le contrôle		235	240
Résultat revenant aux actionnaires de la société, en euros, par action :			
Résultat de base par action (part du Groupe)		4,06	4,11
Résultat dilué par action (part du Groupe)		4,01	4,07
(1) Dont chiffre d'affaires construction des Concessions IFRIC 12 :		115	85

État du résultat global

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Résultat net		617	632
Éléments non recyclables en résultat net			
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation d'actifs financiers		-	200
Impôt sur éléments non recyclables		-	(52)
Quote-part des gains et pertes sur éléments non recyclables des sociétés mises en équivalences		-	-
Éléments recyclables en résultat net			
Ecart de conversion		(4)	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture (1)		43	(7)
Impôts sur éléments recyclables		(11)	2
Quote-part des gains et pertes sur éléments recyclables des sociétés mises en équivalence		16	(5)
Autres éléments du résultat global		44	138
Résultat global		661	770
- Part du Groupe		417	531
- Participations ne donnant pas le contrôle		244	239
(1) Dont montant recyclé en résultat net de la période		9	2

Variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves	Ecart de conversion	Instruments financiers	Réévaluation d'actifs financiers	Avantages du personnel	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2023	392	526	5 114	6	125	30	(17)	6 176	1 248	7 424
Opérations sur capital	-	24	-	-	-	-	-	24	1	25
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	76	-	-	-	-	76	-	76
Paiements fondés sur des actions	-	-	34	-	-	-	-	34	(2)	32
Distribution	-	-	(350)	-	-	-	-	(350)	(229)	(579)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	(96)	49	(102)	(178)	11	(316)	117	(199)
Transactions avec les actionnaires	-	24	(336)	49	(102)	(178)	11	(532)	(113)	(645)
Résultat net de la période	-	-	392	-	-	-	-	392	240	632
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(9)	148	-	139	(1)	138
Résultat global	-	-	392	-	(9)	148	-	531	239	770
Capitaux propres au 30/06/2023	392	550	5 170	55	14	-	(6)	6 175	1 374	7 549
Capitaux propres au 01/01/2024	392	550	5 491	60	(19)	-	(19)	6 455	1 486	7 941
Opérations sur capital	-	10	-	-	-	-	-	10	10	20
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	49	-	-	-	-	49	-	49
Paiements fondés sur des actions	-	-	41	-	-	-	-	41	(2)	39
Distribution	-	-	(395)	-	-	-	-	(395)	(267)	(662)
Acquisitions et autres variations de minoritaires	-	-	(87)	-	-	-	-	(87)	55	(32)
Transactions avec les actionnaires	-	10	(392)	-	-	-	-	(382)	(204)	(586)
Résultat net de la période	-	-	382	-	-	-	-	382	235	617
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(4)	40	-	(1)	35	9	44
Résultat global	-	-	382	(4)	40	-	(1)	417	244	661
Capitaux propres au 30/06/2024	392	560	5 481	56	21	-	(20)	6 490	1 526	8 016

Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	Notes	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	12	4 835	4 621
Incidence des variations de cours des devises		(1)	3
Trésorerie d'ouverture corrigée		4 834	4 624
Résultat net		617	632
Résultat des sociétés mises en équivalence		(40)	(13)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		66	42
Dotations aux amortissements		705	664
Dotations nettes aux provisions		24	(10)
Autres résultats sans effet sur la trésorerie		54	39
Résultat sur cessions		(17)	(20)
Autofinancement		1 409	1 334
Charge nette d'intérêts		140	129
Intérêts versés		(198)	(185)
Charge d'impôt sur le résultat		235	220
Impôt sur le résultat payé		(363)	(290)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(672)	(484)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (I)		551	724
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(232)	(268)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé		(68)	(111)
Acquisitions d'immobilisations financières		(9)	(1)
Cessions et diminutions d'immobilisations		77	96
Investissements opérationnels nets		(232)	(284)
Acquisitions de titres de participation		(265)	(44)
Cessions de titres de participation et d'actifs correspondant à des cessions d'activité		9	2
Trésorerie des entités acquises/cédées		38	(4)
Investissements financiers nets		(218)	(46)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement (II)		(450)	(330)
Dividendes versés aux actionnaires (1)		(662)	(579)
Augmentation de capital		249	213
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires (2)		(48)	(247)
Rachats et reventes d'actions propres		(180)	(112)
Remboursement des dettes de location		(171)	(164)
Remboursement d'emprunts (3)		(830)	(1 818)
Emission d'emprunts (3)		401	794
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (III)		(1 241)	(1 913)
Variation des autres actifs financiers (IV)		-	-
Variation de trésorerie (I + II + III + IV)		(1 140)	(1 519)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	12	3 694	3 105

(1) Dont dividendes versés par Eiffage SA au 1er semestre 2024 : 395 millions d'euros (350 millions d'euros en 2023).

(2) Dont, au 30 juin 2023, 236,5 millions d'euros relatifs à l'achat de 49 % du capital de la société concessionnaire du viaduc de Millau

(3) Les postes "Remboursement d'emprunts" et "Emission d'emprunts" intègrent pour le groupe Financière Eiffage respectivement (540) millions d'euros et 327 millions d'euros sur le 1er semestre 2024 et (1 360) millions d'euros et 700 millions d'euros sur le 1er semestre 2023.

Notes aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2024

(Sauf indication contraire tous les chiffres cités sont exprimés en millions d'euros)

1. Informations générales

Le siège social du Groupe Eiffage est situé 3-7, place de l'Europe à Vélizy-Villacoublay (78140), France.

Ses actions sont cotées sur Euronext Paris compartiment A.

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les six mois écoulés au 30 juin 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 août 2024.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2023 sont disponibles sur le site web www.eiffage.com ou sur demande au Siège Social.

1.1. Faits significatifs du 1er semestre 2024

– Capital

Au cours du 1er semestre 2024, Eiffage SA a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe en France et à l'étranger, ayant conduit à l'émission de 2 463 500 actions nouvelles et a annulé le même nombre d'actions auto détenues. A l'issue de ces opérations, le capital social de la société reste inchangé à 392 000 000 euros divisé en 98 000 000 actions de 4 euros de nominal.

– Nouveaux financements

Aucun nouveau financement n'a été réalisé sur le premier semestre 2024.

1.2. Événements post-clôture

Le 1er juillet 2024, le groupe s'est renforcé au capital d'APRR en portant sa détention directe et indirecte de 52 % à 52,5 %.

2. Saisonnalité de l'activité

Les métiers exercés par le Groupe sont affectés par la saisonnalité de leur activité, en particulier dans les domaines des travaux routiers en raison des conditions climatiques moins favorables sur le 1er semestre et des concessions autoroutières en raison du trafic plus élevé constaté au cours de la période estivale du début du 2ème semestre. Le chiffre d'affaires et le résultat du 1er semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice.

La saisonnalité de l'activité se traduit par ailleurs par une consommation de trésorerie d'exploitation au cours du 1er semestre.

L'impact de cette saisonnalité ne fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels.

3. Principes et méthodes comptables appliqués aux comptes intermédiaires résumés et normes utilisées

Les comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2024 ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour l'exercice 2023, à l'exception des normes et amendements suivants applicables au 1^{er} janvier 2024, sans impact sur les états financiers :

- amendements IFRS 16 « Dette de location dans une transaction de cession-bail »
- amendements IAS 1 « Classement des passifs en courants ou non courants »
- amendements IAS 7 et IFRS 7 « Accords de financement des fournisseurs »

Par ailleurs, la transposition en droit français de pilier 2 instaurant un niveau minimum mondial d'imposition fixé à 15% est effective depuis le 1^{er} janvier 2024, sans impact également.

4. Estimations et jugements comptables significatifs

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans l'environnement économique et financier actuel qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Elles concernent essentiellement :

- l'avancement des contrats de construction et l'évaluation du résultat à terminaison (clients à l'actif, autres dettes et provisions au passif, produits au compte de résultat).
- Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, contrat par contrat, sur le fondement des informations disponibles, en tenant compte des contraintes techniques et contractuelles propres à chaque contrat.
- Les coûts engagés, ceux qui restent à supporter et les coûts éventuels de garanties sont analysés, et leur évaluation repose sur la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour remplir les obligations contractuelles du Groupe ;
- les provisions et notamment les provisions pour obligation de maintien en état des ouvrages concédés où les calculs prennent en compte les taux d'actualisation et les indices d'indexation des contrats de travaux ;
- la valorisation des paiements en actions reposant sur des hypothèses actuarielles (volatilité, taux d'intérêt, progression du dividende) ;
- le calcul des avantages du personnel (taux d'actualisation, inflation, taux de progression des salaires) ;
- les calculs de perte de valeur : principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables (modèle, taux d'actualisation) ;
- la recouvrabilité des actifs d'impôts différés.

5. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction selon les différents métiers exercés à savoir :

Construction: aménagement urbain, conception-construction de bâtiments, promotion immobilière, maintenance et travaux services ;

Infrastructures: génie civil, conception-construction routière et ferroviaire, assainissement, terrassement et construction métallique ;

Energie Systèmes: conception, réalisation, intégration et exploitation maintenance de systèmes et d'équipements d'énergies et de télécommunications ;

Concessions: construction et gestion d'ouvrages dans le cadre de contrats de concession et de partenariats public-privé, développement des énergies renouvelables (hydroélectriques et photovoltaïques) ;

Holding: gestion des participations et services aux sociétés du Groupe.

5.1. Premier semestre 2024

– Par secteur d'activité

	Construction	Infrastructures	Énergie Systèmes	Concessions	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat							
Produits des activités opérationnelles - brut	1 961	4 138	3 310	1 980	22	-	11 411
Produits inter-secteurs	5	32	48	1	147	(233)	-
Produits des activités opérationnelles	1 966	4 170	3 358	1 981	169	(233)	11 411
Résultat opérationnel courant	66	(12)	153	822	(32)	-	997
Résultat opérationnel	60	(17)	147	821	(32)	-	979
Bilan							
Total bilan	2 643	6 391	4 487	16 483	8 352	-	38 356

– Par zone géographique

	France	Europe	Autres pays
Produits des activités opérationnelles	8 250	2 957	204
Actifs non courants	21 232	1 940	248
Total bilan	33 980	3 990	386

Les produits des activités opérationnelles correspondent au chiffre d'affaires publié déduction faite des ventes intersecteurs, augmenté du chiffre d'affaires construction des Concessions (IFRIC12) et des produits des activités annexes.

5.2. Premier semestre 2023

– Par secteur d'activité

	Construction	Infrastructures	Énergie Systèmes	Concessions	Holding	Eliminations	Total
Compte de résultat							
Produits des activités opérationnelles - brut	2 216	3 780	2 809	1 843	8	-	10 656
Produits inter-secteurs	28	39	46	2	132	(247)	-
Produits des activités opérationnelles	2 244	3 819	2 855	1 845	140	(247)	10 656
Résultat opérationnel courant	75	(19)	122	847	(16)	-	1 009
Résultat opérationnel	61	(26)	116	846	(16)	-	981
Bilan							
Total bilan	2 597	5 783	3 675	15 526	7 924	-	35 505

– Par zone géographique

	France	Europe	Autres pays
Produits des activités opérationnelles	7 918	2 502	236
Actifs non courants	20 388	1 601	214
Total bilan	31 909	3 198	398

6. Principales évolutions du périmètre de consolidation

Les principales évolutions du périmètre de consolidation ont été réalisées dans le secteur Energie Systèmes :

- Avec la finalisation de l'acquisition de 51% de Salvia Group GmbH. Ce groupe, basé dans la région de Stuttgart en Allemagne, couvre l'ensemble du cycle de vie technique des bâtiments et est spécialisé en génie électrique, climatique et énergétique ainsi que dans la maintenance. Il compte plus de 1 600 collaborateurs et a réalisé en 2022 près de 350 millions d'euros de chiffre d'affaires.
- Et l'acquisition de la société Van Den Pol Elektrotechniek B.V aux Pays-Bas. Cette société est spécialisée dans les installations de sécurité, de réseaux informatiques et l'automatisation industrielle. En 2022, elle a réalisé 75 millions d'euros de chiffre d'affaires et compte 250 salariés.

Le coût décaissé des acquisitions nettes des cessions de la période est de 266 millions d'euros.

7. Evaluation des goodwills et des immobilisations du domaine concédé

– Indices de perte de valeur et test de valeur

Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », le Groupe apprécie à chaque date d'arrêt s'il existe un indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur. Dans l'affirmative, un test de valeur est réalisé.

Aucun indice de perte de valeur n'a été constaté en date du 30 juin 2024.

8. Variation des participations dans les sociétés mises en équivalence

Au 1er janvier 2024	2 046
Résultat de la période	40
Dividendes distribués	(66)
Augmentation de capital	4
Variation de juste valeur des instruments financiers	16
Autres	27
Au 30 Juin 2024	2 067

9. Impôts différés

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Actifs	271	220
Passifs	835	786
Position nette passive	564	566

10. Capital social

Le capital social est composé de 98 000 000 actions entièrement libérées, toutes de même catégorie, de 4 euros de nominal chacune.

	Nombre d'actions total	Dont actions auto-détenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1er janvier 2024	98 000 000	(3 982 062)	94 017 938
Annulation d'actions auto-détenues	(2 463 500)	2 463 500	-
Augmentation de capital réservée aux salariés	2 463 500	-	2 463 500
Achat - vente - attribution	-	(990 337)	(990 337)
Au 30 Juin 2024	98 000 000	(2 508 899)	95 491 101

Au cours du 1er semestre 2024, au titre des plans d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'acquisition de 1 906 510 actions et à l'attribution de 931 285 actions.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 1 377 681 actions ont été achetées et 1 362 569 vendues.

	Nombre d'actions total	Dont actions auto-détenues	Nombre d'actions en circulation
Au 1er janvier 2023	98 000 000	(3 320 640)	94 679 360
Annulation d'actions auto-détenues	(2 118 207)	2 118 207	-
Augmentation de capital réservée aux salariés	2 118 207	-	2 118 207
Achat - vente - attribution	-	(343 316)	(343 316)
Au 30 Juin 2023	98 000 000	(1 545 749)	96 454 251

Au cours du 1er semestre 2023, au titre des plans d'actions gratuites, le Groupe a procédé à l'acquisition de 1 105 517 actions et à l'attribution de 813 866 actions.

Dans le cadre du contrat de liquidité, 895 157 actions ont été achetées et 843 492 vendues.

11. Actifs et passifs financiers

– 30 juin 2024

Actifs financiers	Valeur au bilan	Catégories comptables (1)			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
		Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
					Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables	
Actifs financiers non courants	1 641	1 321	93	227 (2)	1 641	-	1 641	
Actifs financiers courants	72	72	-	-	72		72	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 883	-	3 883	-	3 883	1 061	2 822	
Total	5 596	1 393	3 976	227	5 596	1 061	4 535	

(1) Au cours de du premier semestre 2024, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. Au 30 juin 2024 les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,6 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'Lienor, Adelaç, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense, LGV BPL et Nové) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2056.

Passifs financiers	Valeur au bilan	Catégories comptables			Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
		Passifs au coût amorti	Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
					Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables	
Emprunts non courants	11 723 (1)	11 715	-	8 (2)	11 127		11 127	
Emprunts et autres financements courants	2 785 (1)	2 785	-	-	2 785		2 785	
Total	14 508	14 500	-	8	13 912		13 912	

(1) Dont 8 828 millions d'euros correspondant au montant de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. Au 30 juin 2024, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,6 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'Lienor, Adelaç, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense, LGV BPL et Nové) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2056.

Actifs financiers	Catégories comptables (1)				Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
	Valeur au bilan	Actifs financiers évalués au coût amorti	Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
						Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables
Actifs financiers non courants	1 670	1 361	120	189 (2)	1 670	189	1 481	
Actifs financiers courants	70	70	-	-	70		70	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 944	-	4 944	-	4 944	1 217	3 727	
Total	6 684	1 431	5 064	189	6 684	1 406	5 278	-

(1) Au cours de l'exercice 2023, il n'a été procédé à aucun reclassement entre les différentes catégories d'actifs financiers.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2023, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,7 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'Lienor, Adelac, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense, LGV BPL et Nové) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2056.

Passifs financiers	Catégories comptables				Juste valeur	Mode de détermination de la juste valeur		
	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti	Passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	Instruments financiers de couverture		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
						Prix coté sur un marché actif	Modèle interne avec données de marché observables	Modèle interne avec données de marché non observables
Emprunts non courants	12 554 (1)	12 540	-	14 (2)	12 076		12 076	
Emprunts et autres financements courants	2 321 (1)	2 321	-	-	2 321		2 321	
Total	14 875	14 861	-	14	14 397	-	14 397	-

(1) Dont 9 086 millions d'euros représentant le montant à 100 % de la dette de l'ensemble Financière Eiffarie.

(2) Il n'a pas été constaté d'inefficacité sur les instruments de couverture. La prise en compte du risque de crédit et du risque propre à l'entité dans la valorisation de la juste valeur des instruments dérivés conformément à IFRS 13 n'a pas d'impact significatif. En 2023, les instruments financiers de couverture portent sur un notionnel total s'élevant à près de 1,7 milliard d'euros correspondant à des swaps de taux dans les concessions et PPP (principalement A'Lienor, Adelac, Stade Pierre-Mauroy, Grande Arche de la Défense, LGV BPL et Nové) sur des maturités s'échelonnant de 2025 à 2056.

– Covenants financiers

		30 juin 2024	
Société	Covenants	Dettes associées	Calcul des ratios au 30 juin 2024
Fin.Eiffarie et APRR	. Dette nette / EBITDA inférieure à 7 . EBITDA / charges financières nettes supérieur à 2,2	1 013	3,0 20,4
VP2 (1)	. Ratio annuel de couverture du service de la dette au titre de l'année précédant le calcul et sur les 5 années suivantes supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette calculé sur la durée des prêts supérieur ou égal à 1,15 . Ratio de couverture de la dette calculé sur la durée de la concession supérieur ou égal à 1,25	649	1,21 à 1,80 1,71 2,46
A'Liéonor	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	743	1,45 1,59 2,66
Eiffage Rail Express	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	765	1,60 1,59 1,78
Armanéo	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	125	1,82 1,71 2,06
Aéroport Toulouse Blagnac	. Ratio financier élargi (Endettement net total/EBITDA) inférieur ou égal à 5,50	99	0,42
Adelac	. Ratio annuel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio annuel prévisionnel de couverture du service de la dette supérieur ou égal à 1,05 . Ratio de couverture de la dette, correspondant à la valeur actualisée des cash-flows futurs pour le service de la dette prévisionnelle du projet sur l'encours de la dette à la date du calcul. Ce ratio doit être supérieur ou égal à 1,10.	662	1,94 1,94 2,20
Groupe Sun'R	L'endettement du groupe Sun'R est constitué de la dette de dix sociétés notamment de sociétés de projets dédiées. Chacune d'elle respecte ses propres covenants.	90	

(1) Ratios disponibles calculés sur la base du 31 décembre 2023.

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30 Juin 2024	31 décembre 2023
Actif		
Trésorerie	2 814	3 727
Équivalents de trésorerie	1 069	1 217
(I)	3 883	4 944
Passif		
Soldes créditeurs de banque	(II) 189	109
Trésorerie à la clôture	(I - II) 3 694	4 835

13. Variation des emprunts

	Début de l'exercice	Variation de périmètre	Autres mouvements	Juste valeur des instruments financiers	Augmentations	Diminutions	À la fin de la période
Emprunts non courants et partie à moins d'un an des emprunts non courants (I)	13 351	24	27	(7)	57	(648)	12 804
Dettes de location et partie à moins d'un an des dettes de location (II)	1 108	-	208	-	-	(171)	1 145
Découverts bancaires	109	1	79	-	-	-	189
Autres emprunts et dettes financières diverses	1 415	-	(62)	-	344	(182)	1 515
Emprunts et dettes financières diverses (III)	1 524	1	17	-	344	(182)	1 704
Total (I + II + III)					401	(1 001)	

Rapprochement avec le Tableau des Flux de Trésorerie

Remboursement dettes de location (IV)	-	(171)
Emission et remboursement d'emprunts (V)	401	(830)
Total (IV + V)	401	(1 001)

14. Provisions

	Début de l'exercice	Variations de périmètre et de change	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	Autres mouvements	À la fin de la période
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	485	-	17	(5)	-	(19)	478
Provisions pour engagements de retraite	279	-	15	-	-	(7)	287
Provisions pour médailles du travail	30	-	-	-	-	-	30
Autres provisions non courantes	5	-	-	-	-	3	8
Provisions non courantes	799	-	32	(5)	-	(23)	803
Provisions pour maintien en état des ouvrages concédés	54	-	-	(25)	-	19	48
Provisions pour pertes à terminaison	122	2	95	(54)	-	-	165
Provisions pour restructurations	15	-	2	(1)	(1)	-	15
Provisions pour risques immobiliers	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour garanties données	94	-	6	(3)	(1)	-	96
Provisions pour litiges et pénalités	92	-	5	(8)	(3)	-	86
Provisions pour engagements de retraite	8	-	-	(9)	-	7	6
Provisions pour médailles du travail	5	-	-	-	-	-	5
Provisions pour autres passifs	455	-	42	(37)	(12)	-	448
Provisions courantes	845	2	150	(137)	(17)	26	869

Les lignes de provisions courantes indiquées ci-avant sont l'addition d'un certain nombre de litiges liés essentiellement aux contrats de construction qui, pris individuellement, sont pour la plupart de montants non significatifs. L'échéance de ces provisions, liées au cycle d'exploitation, est généralement inférieure à un an.

15. Instruments de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture de taux d'intérêts avec pour objectif de réduire l'exposition des emprunts, contractés à taux variable, à une variation des taux d'intérêts.

Ces instruments font l'objet d'une documentation justifiant la relation de couverture et son efficacité.

Le Groupe exerce quasi exclusivement son activité dans la zone euro. En conséquence, l'évolution des cours de monnaies différentes de l'euro n'a que peu d'impact sur les états financiers.

16. Transaction avec les parties liées

La nature des transactions avec les parties liées n'a pas évolué par rapport à celles décrites dans la note 11 des notes aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2023.

17. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée sur la base de la meilleure estimation du taux moyen attendu pour l'exercice annuel. Ce taux moyen attendu prend en compte la diversité géographique du Groupe. Pour les filiales françaises, le taux utilisé est 25,83 %.

18. Litiges – Arbitrages – Autres engagements

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges. Les affaires décrites ci-après ont fait l'objet, si nécessaire, de provisions considérées comme suffisantes en l'état actuel des dossiers.

De par son activité routière, le Groupe utilise des produits issus de l'industrie pétrolière pour la fabrication de ses matériaux.

A ce titre, ainsi qu'en raison de l'utilisation de sites industriels anciens, le Groupe est susceptible d'être recherché au titre d'éventuelles pollutions environnementales.

L'activité du Groupe liée à la construction d'ensembles immobiliers peut entraîner des risques de malfaçons dont la durée de révélation peut aller jusqu'à dix années et dont les coûts de réparation peuvent être significatifs. A ce titre, le Groupe est, au-delà de franchises, couvert par des contrats d'assurance décennale. Les provisions nécessaires ont été constituées et le Groupe n'attend pas de conséquence significative.

Concernant le contentieux avec la région Île-de-France pour la rénovation des lycées décrit dans la note 9.2 des notes aux comptes consolidés du document d'enregistrement universel 2023, la Cour administrative d'appel de Paris a réouvert la procédure ayant donné lieu au dépôt du premier rapport d'expertise fin 2023.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

IV. Rapport des Commissaires aux comptes

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Eiffage, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris la Défense, le 28 août 2024

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS

Forvis Mazars

Philippe Bourhis
Associé

Olivier Thireau
Associé